Séverine Autesserre

Traduit de l'américain par Stanislas de Haldat

guerr
populatio
espoi
communaut
conflit
succè
résolutio
violenc
humanita
héros ordinair
constructi

fondation maison des sciences de l'homme

ÉDITIONS DE LA MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME

Sur les fronts de la paix

Séverine Autesserre

Traduit de l'américain par Stanislas de Haldat

ÉDITIONS DE LA MAISON
DES SCIENCES DE L'HOMME

Sur les fronts de la paix

Guide de l'activiste pour un monde nouveau

La collection « interventions » est dirigée par
Pascal Rouleau

La production scientifique peut contribuer à éclairer les préoccupations de nos concitoyens, les aider à s'orienter, répondre à leurs attentes intellectuelles, à leur curiosité. Ceci est particulièrement vrai s'il s'agit des sciences humaines et sociales. La collection « interventions » propose des ouvrages rigoureux, exigeants, reposant sur des connaissances sérieusement éprouvées. Des ouvrages rédigés dans un langage accessible et soucieux, bien au-delà de la seule vulgarisation, de faire progresser le débat public.

Titre original :
The Frontlines of Peace: An Insider's Guide to Changing the World
Oxford University Press, New York
© Séverine Autesserre, 2021
International Rights Management : Susanna Lea Associates

Édition : Laura Olber
Relecture : Léo Fouquey
Conception graphique : Juliette Gouret

Contact : lolber@msh-paris.fr
© Éditions de la Maison des sciences de l'homme

mars 2023
issn 2269-7144
isbn 978-2-7351-2922-5

Avertissement 11

Note de l'autrice 12

Préface, par Leymah Gbowee 13

Avant-propos.
Guerre, espoir et paix 21

« Maintenant mon fils veut tenir un crayon plutôt qu'un fusil » 41

Des succès inspirants 52

1re partie. La paix possible 57

Chapitre 1. Idjwi, l'île de la paix 59

Au cœur du conflit congolais 63

Un calme inexplicable 69

Une culture pacifiste 82

Résoudre les conflits autrement 90

Au-delà d'Idjwi 95

Chapitre 2.
Le Life & Peace Institute,
une source d'inspiration 99

Les premières années 101
Recherche, action et participation 107
Les années dorées 115
La chute et l'héritage 130
Vers un nouveau partage des tâches 138

2e partie.
L'intervention selon Paix & Cie 141

Chapitre 3.
Habitants et étrangers 143

Des stéréotypes tenaces 145
«Seuls les étrangers savent» 150
Qui est le chef ? 157
Des relations tendues 164
La paix, vue de loin 171
Erreurs tragi-comiques 179
Quand le désastre frappe 182
Abandonner ou se battre ? 185

Chapitre 4.
Une certaine conception
de l'intervention 187

Faire ruisseler la paix 189
Une logique comptable 197
Le fétichisme des élections 203
Les racines invisibles de la guerre 210
Les pieds dans le plat 221
La tyrannie de la stratégie descendante 227
Un sujet à la mode ? Vraiment ? 236

3e partie.
Le nouveau manifeste
de la paix 239

Chapitre 5.
Les étoiles de la paix 241

Somaliland et Somalie 242
Paix ascendante d'un côté,
Paix & Cie de l'autre 251
La paix au quotidien 260
Zones de paix 267
Oasis de paix 276
Choisir la paix 280

Pourquoi s'en soucier ? 284
Les leçons des réussites locales 287

Chapitre 6. Un nouveau casting 291

De nouveaux héros 293
Des choix difficiles 310
Changer de scénario 316
Qui sont les méchants ? 322
L'erreur est humaine 333
La voie à suivre 336

Épilogue. Le front intérieur 339

Considérer ce qui marche 346
De l'extérieur vers l'intérieur 350
De haut en bas et de bas en haut 355
Règles de base 363
Un dernier mot 369

Sources 371

Remerciements 403

Avant-propos. Guerre, espoir et paix

J'avais dix-sept ans quand j'ai entendu le bruit des bombes sur Sarajevo. C'est mon père qui me les a fait écouter. Il était preneur de son pour Radio France et parcourait le monde pour couvrir les guerres, capter le fracas des révolutions et suivre les présidents.

Les soirs où il rentrait à la maison, il étalait d'abord sur notre grande table de bois les cadeaux et les souvenirs collectés pendant son voyage. Puis il nous montrait chaque objet, nous racontait comment il l'avait trouvé et nous le détaillait. Il me faisait goûter tous les aliments étranges qu'il avait rapportés – biscuits japonais, viande séchée sud-africaine, pâtisseries libanaises, bonbons américains en forme de hamburger – et riait de mes grimaces quand je n'aimais pas. C'est grâce à lui que j'ai découvert de nouvelles saveurs, de nouveaux pays et de nouveaux peuples. Toutes ces cultures m'apparaissaient plus fascinantes les unes que les autres.

Si ses cadeaux étaient merveilleux, ses histoires l'étaient plus encore. Elles étaient fantastiques : il avait pris l'Orient-Express jusqu'à Istanbul, combattu avec les indépendantistes algériens, échappé à ses ravisseurs en

Iran, marché des kilomètres au Congo avec des réfugiés rwandais, frôlé la mort en Yougoslavie et accompli le tour du monde à bord du Concorde présidentiel. Dans tous les dîners, dans toutes les réceptions, il devenait le centre de l'attention. Mon père qui, comme ma mère, n'avait pas le bac, pouvait captiver des gens beaucoup plus instruits et beaucoup plus riches que nous. Il rayonnait. J'étais fière.

Bien sûr, la médaille avait son revers, plus sombre. Mon premier souvenir me renvoie à ma mère, assise dans son fauteuil usé par le temps, l'air soucieux, m'expliquant que papa ne reviendrait pas à Noël. Il couvrait la guerre entre l'Iran et l'Irak et ne pourrait pas rentrer. J'avais trois ans. Je ne concevais pas qu'il puisse ne jamais revenir.

En grandissant, j'ai aussi commencé à réaliser qu'il déformait souvent la vérité. Peut-être n'avait-il pas vraiment été l'un des meneurs des indépendantistes algériens. Peut-être n'était-il pas le meilleur ami de François Mitterrand et de Jacques Chirac, ni celui de leurs Premiers ministres. Peut-être n'avait-il pas sauvé ses collègues d'une mort atroce en Iran. Peut-être. Et aux affabulations s'ajoutait la brutalité, sombre marqueur d'une vie teintée de violence.

N'empêche : j'étais accrochée. Mon père menait une vie passionnante, et je voulais la même. Il avait aidé d'innombrables personnes à travers le monde, ou peut-être ne l'avait-il pas fait. Et alors ? Quoi qu'il en soit, moi, je le ferais.

J'ai d'abord tenu à travailler dans le domaine de l'information internationale, comme lui. Mais je me suis vite rendu compte que ce n'était pas la vie que j'avais imaginée. Mes rêves se sont heurtés à la réalité dès le concours d'entrée à l'école de journalisme. J'ai réussi l'examen écrit, mais raté l'oral. Quand j'ai demandé au directeur de m'expliquer les raisons de cet échec, il m'a répondu que les journalistes n'étaient pas censés aider les gens mais faire des reportages. Pour le jury, je montrais plus de vocation humanitaire que journalistique.

J'étais furieuse. J'ai donc élaboré un plan pour m'offrir un *curriculum vitae* qui les empêcherait de me rejeter la prochaine fois que je postulerais. J'ai été admise à Sciences Po, en maîtrise de communication, et j'ai passé mes étés à faire du bénévolat en Inde pour des organisations caritatives locales, et en Afrique du Sud pour la radio communautaire Voice of Soweto.

Tout se passait bien. Et puis, un après-midi d'octobre 1998, dans une banlieue de Johannesburg, j'ai vu la police locale détruire un bidonville. Elle poussait des centaines de familles pauvres hors de leurs logis et incendiait leurs maisons pour les empêcher d'y revenir. J'étais scandalisée et horrifiée. Je ne pouvais pas rester à contempler ce spectacle – ces coups, ces larmes, ces flammes – depuis les coulisses. Je voulais me précipiter aux côtés des habitants qui affrontaient les policiers mais mes collègues m'ont retenue. Ce n'était pas mon rôle. En tant que journaliste, je devais regarder et rapporter. Pas m'impliquer. Ce jour-là, j'ai compris

que le jury qui m'avait recalée à l'oral avait raison. Adieu la presse.

J'ai pris la voie de l'humanitaire. Après mon diplôme de Sciences Po, j'ai passé deux mois à creuser des latrines et à enseigner l'anglais dans le cadre d'un projet de développement au Nicaragua, et j'ai obtenu une bourse Fulbright. Cette très sélective bourse d'étude du gouvernement américain m'ouvrait les portes de l'université Columbia à New York pour y passer un second master en affaires internationales. J'ai ensuite postulé à des programmes de doctorat en sciences politiques, pensant qu'une formation plus poussée ferait de moi une meilleure praticienne de l'aide. Puis j'ai pris une année sabbatique pour rejoindre au Kosovo l'une de mes ONG préférées, Médecins du monde. J'étais sur la bonne route. J'allais moi aussi devenir membre de cette grande famille des humanitaires professionnels que j'idolâtrais.

C'est alors qu'a commencé ma relation d'amour-haine avec la République démocratique du Congo, ce pays qu'on appelle plus brièvement Congo. Cette histoire commence en Espagne. Après six mois de travail éreintant au Kosovo, me voici en vacances à Barcelone avec mon ami, l'homme qui deviendra mon mari. Nous sommes à la veille du nouvel an. L'un de ses collègues de Médecins sans frontières nous invite à enterrer l'année écoulée et célébrer celle qui s'annonce. Une fête ? Formidable ! Cette nuit de réveillon, nous comptons bien relâcher toute la pression accumulée dans les Balkans.

Musique, danse, rires. Et dans une joyeuse ivresse, à deux ou trois heures du matin, une voix nous lance : « Hé, je cherche deux francophones pour une mission d'exploration au Congo. Vous êtes partants ? »

Oui.

C'était au début de 2001, au plus fort de la guerre au Congo. Mon travail consistait à expliquer à mon équipe la situation politique, militaire et humanitaire sur le terrain. Expliquer ? Mais expliquer quoi ? Il fallait d'abord que j'arrive moi-même à comprendre ! Pendant tout mon séjour, j'ai demandé à chaque personne rencontrée de m'aider à décrypter ce qui se passait. Et je sortais de chaque *briefing* encore plus déroutée qu'en y entrant. Personne ne pouvait me dire vraiment clairement qui combattait qui, et pourquoi. Chaque fois que je pensais enfin définir un cadre analytique qui expliquât le conflit, je trouvais de nombreux cas qui n'y entraient pas et c'est toute ma théorie qui s'effondrait !

Après six mois sur place, j'avais toujours l'impression de ne pas saisir ce qui se passait au Congo, tout comme l'ensemble des diplomates, des soldats de la paix et des travailleurs humanitaires à qui j'avais parlé. J'ai néanmoins pensé que toutes ces incertitudes constitueraient un sujet de recherches fascinant pour le doctorat que je commençais à l'université de New York en cette fin de 2001. J'ai donc décidé d'axer mes études sur la compréhension de la guerre dans ce pays et dans d'autres endroits du monde.

C'est au cours de mes nombreux voyages ultérieurs au Congo et d'une mission annexe en Afghanistan que j'ai commencé à discerner les problèmes de ce que j'appelle « l'industrie de l'aide ». J'étais alors de plus en plus choquée par le comportement de mes pairs humanitaires. Un jour, par exemple, alors que je déjeunais comme d'habitude avec mon équipe – notre directeur pays suisse, notre coordinateur médical guatémaltèque et notre administratrice espagnole –, je les ai écoutés se plaindre de nos assistants congolais :

« Ils sont *tellement* paresseux. »

« Oh, et stupides aussi. Vous avez entendu ce que le chauffeur m'a dit ? ! »

« Vous ne pouvez pas leur faire confiance. Ils sont tous corrompus. Tous. Ils volent dès qu'ils le peuvent. »

« Et ils te mentent aussi. *Tout le temps*. »

C'était malheureusement une discussion parmi tant d'autres, trop nombreuses, que j'avais déjà entendues en Afghanistan comme au Kosovo. Là-bas aussi, mes collègues humanitaires qualifiaient souvent les populations d'arriérées, de corrompues, d'indignes de confiance, d'incompétentes, etc. Et ils les traitaient comme telles. Certains d'entre eux réprimandaient leurs collègues locaux de manière dégradante ; d'autres oubliaient les règles de base du dialogue avec les autorités nationales. Et, tous, nous roulions à fond sur des pistes de terre et des ornières gorgées d'eau sans nous soucier de couvrir les passants de poussière et de boue.

Mes pairs n'étaient pourtant pas des gens sans cœur. Ils avaient sacrifié leurs perspectives de carrière, leur confort matériel et, pour certains d'entre eux, leur vie de famille, pour aider de parfaits inconnus. Je me demandais ce qui avait bien pu se passer pour transformer ces individus si bien intentionnés en un groupe si plein de préjugés.

J'étais également frustrée par la distance que je devais garder avec les personnes que je voulais tant soutenir. J'ai détesté les trois mois que j'ai passés en Afghanistan. La situation à Kaboul était dangereuse. Il m'était interdit de me promener, ce qui est pour moi la seule façon de se faire une idée d'un nouvel endroit et d'en sentir l'atmosphère. Je devais être conduite partout, or je déteste les voitures et j'ai toujours le mal des transports. Je n'aimais pas non plus rester enfermée dans la maison de ville exiguë qui nous servait de bureau. J'avais l'impression que toutes les restrictions de sécurité que je devais respecter m'empêchaient de faire mon travail. Dans ces conditions, que pouvais-je comprendre des nécessités politiques, militaires et sécuritaires ? Comment pouvais-je aider à concevoir notre stratégie et nos actions ? Les seules personnes que j'avais rencontrées étaient des soldats étrangers, des travailleurs humanitaires et des fonctionnaires afghans, et tout ce que j'avais vu se trouvait à l'intérieur de mon enceinte et des quelques bâtiments administratifs que Médecins sans frontières jugeait suffisamment sûrs pour que j'y entre !

De plus, j'ai commencé à me lasser de traiter les conséquences de la violence plutôt que ses causes. En Afghanistan, au Congo et au Kosovo, tous les travailleurs humanitaires ont dépensé énormément d'argent, de temps et d'énergie pour accomplir un travail incroyablement important. Nous avons répondu aux épidémies de choléra, protégé les orphelins, soigné les blessés et les survivantes de viols, offert un abri temporaire aux populations déplacées et veillé à ce que les civils pris entre deux feux aient à manger et de l'eau potable. Dans de nombreux endroits, nous, les travailleurs humanitaires étrangers, étions les seuls à posséder la formation et les ressources nécessaires pour sauver des vies, mais nous n'avons rien fait pour empêcher que des populations entières meurent de faim, que des enfants deviennent orphelins, que des femmes soient violées et des civils déplacés.

Le vase de mon ressentiment et de ma frustration était plein. Il n'a fallu qu'une goutte de plus pour qu'il déborde. Elle a été versée – jetée ! – par une diplomate de haut rang représentant l'Union européenne dans une grande réunion au Congo. Cette dame venue de Bruxelles avait passé quelques jours à Kinshasa, la capitale, avant de débarquer à Goma, une grande ville de l'Est du pays. Elle y avait convoqué les représentants de toutes les organisations d'aide financées par l'Union européenne et, pendant deux heures, elle nous a sermonnés : « Vous devez arrêter de penser comme si vous étiez dans une zone de guerre. N'oubliez pas que les présidents et les

chefs rebelles ont signé un accord. Vous êtes maintenant dans une période de paix. Vous devez commencer à agir dans ce cadre. »

Elle nous disait d'ignorer les lignes de front et de les traverser, alors que nous savions que nous serions abattus si nous essayions. Elle affirmait que la guerre était maintenant terminée, alors que mon équipe et moi avions travaillé seize heures par jour au cours des dernières semaines pour répondre à une crise urgente et massive : des dizaines de milliers de civils venaient de fuir leurs maisons, victimes d'une nouvelle flambée de combats entre les rebelles et le gouvernement. Elle pensait que le Congo était enfin entré dans une ère de paix, alors que tous les jours j'étais confrontée à la violence, à la torture et au désespoir, et qu'aujourd'hui, vingt ans plus tard, les travailleurs humanitaires le constatent encore : les conflits n'ont pas cessé, l'horreur est toujours là…

Elle était complètement déconnectée de la réalité.

Après des années de recherches, j'ai fini par comprendre les raisons de son aveuglement. Cette diplomate de l'Union européenne avait été formée à analyser les conflits du haut vers le bas. En d'autres termes, elle était convaincue que la paix devait s'organiser au sommet des États pour ruisseler ensuite jusque dans les moindres villages. Elle utilisait donc la seule méthode qu'elle considérait comme appropriée : travailler avec les gouvernements et les élites nationales. Elle croyait sincèrement que la signature d'un accord entre les différents

dirigeants congolais allait mettre fin au conflit, ce qui se passait sur le terrain n'entrait pas dans son analyse de la situation. En bref, elle reprenait le *credo* de ce que j'appelle désormais « Paix & Cie », cette entreprise qui n'envisage qu'une seule manière d'arrêter les guerres : la façon conventionnelle.

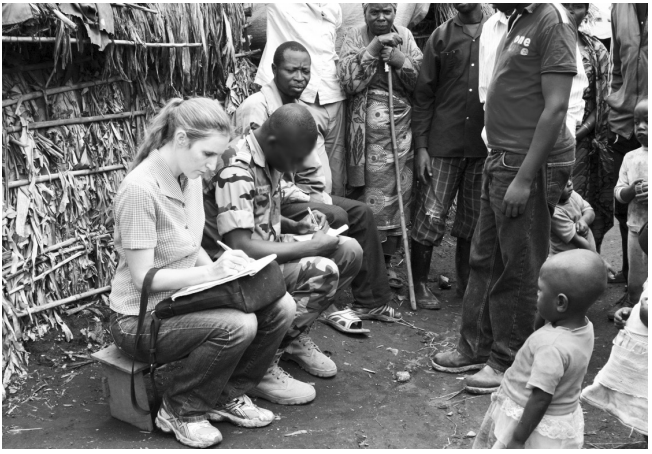
Dans cette approche, les artisans de la paix étrangers orchestrent la manœuvre mais ils ne s'immergent pas dans les problèmes locaux complexes et ne développent pas de connaissance approfondie de l'histoire, de la politique et des cultures des pays où ils travaillent. Au lieu de cela, ils ne s'adressent qu'aux dirigeants politiques et militaires, s'appuient sur des compétences et des ressources externes et appliquent le même type de solutions partout dans le monde. Cette méthode de travail descendante et menée de l'extérieur est utilisée pour de nombreuses raisons : elle n'exige que des connaissances généralistes, s'avère rapide à mettre en œuvre, se déploie sur de vastes territoires et, entre autres, offre le prestige de la fréquentation et du dialogue avec les élites. Elle est ancrée si profondément dans la tête des professionnels de la paix que la plupart d'entre eux ne peuvent même pas imaginer qu'ils pourraient procéder différemment. Elle constitue leur identité.

Or, mes expériences au sein de Paix & Cie m'ont fait réaliser que nous, en tant que groupe – travailleurs humanitaires, diplomates, gardiens de la paix –, comprenons rarement les causes de la violence, que ce soit en Afghanistan, au Congo, au Kosovo ou ailleurs.

Nous savons également très peu de choses sur ce qui fonctionne et ne fonctionne pas pour combattre la guerre. Nous parlons de « consolidation » de la paix, alors que cette paix est souvent à construire entièrement. Et nous commettons beaucoup trop d'erreurs en essayant d'aider et d'intervenir sur le terrain. Parfois même, nous aggravons la situation.

J'ai eu l'intuition que nous pouvions faire mieux et la conviction que c'était là notre devoir. Et après des années de recherches, je pense maintenant être en position de contribuer à cette amélioration.

Je crois fermement que s'immerger dans une situation reste la meilleure façon de la comprendre, c'est pourquoi j'ai beaucoup pratiqué ce que les chercheurs appellent « l'observation participante », c'est-à-dire l'engagement dans le phénomène étudié. J'ai patrouillé dans la brousse congolaise avec des soldats de la paix indiens et sud-africains, et je leur ai parfois servi de traductrice. J'ai recueilli des informations sur les violations des droits de l'homme aux côtés de fonctionnaires des Nations unies au Congo, en Colombie et dans les Territoires palestiniens. J'ai assisté à des fêtes, des déjeuners, des dîners, des funérailles, des mariages et des cérémonies officielles dans le monde entier. J'ai volé dans de petits coucous utilisés pour le transport d'armes et dans le ventre déglingué d'avions rescapés de l'ère soviétique, dont les pilotes passaient la nuit à boire pour oublier qu'ils craignaient de s'écraser le lendemain. J'ai rencontré au moins une douzaine d'hommes qui me disaient



Photographie 1 : Lors d'une enquête sur de récents incidents de sécurité, un observateur militaire des Nations unies pose des questions à des habitants de Katale (Congo), manifestement suspicieux. À gauche, dans une attitude typique de l'observation participante, j'écoute et je prends des notes comme le fait le Casque bleu.
© Philippe Rosen, 2011.

travailler pour les services de renseignement de leur pays, en me demandant à chaque fois pourquoi ils s'en vantaient : un espion n'est-il pas censé garder le secret de son identité ? J'ai passé mon trente-quatrième anniversaire dans un camp de la jungle congolaise avec des policiers et des soldats alors que je n'ai jamais compris l'attrait du camping (trop de souvenirs de colonies de vacances où ma tente s'effondrait au milieu de la nuit !)

Bref, j'ai essayé de m'immerger complètement dans ce que j'appelle « Peaceland », cette véritable patrie des travailleurs humanitaires qui passent leur vie à sauter d'une zone de conflit à une autre. J'ai vu le monde à travers leurs yeux, j'ai connu leurs joies et leurs peines et j'ai fait miens leurs défis, leurs peurs et leurs frustrations. Maintenant, je comprends intimement pourquoi ils agissent comme ils le font. Mais, plus important encore, je comprends aussi comment nous pouvons commencer à changer cela.

Ce genre de vie peut être dangereux et difficile, et il m'est arrivé de ne devoir compter que sur la chance pour rester vivante. À Malakal, au Soudan du Sud, j'ai quitté mon hôtel quelques heures seulement avant que de violents combats n'y éclatent. Au Nord-Kivu, au Congo, j'ai trouvé un chauffeur qui avait des « frères » et des « cousins » dans tous les groupes rebelles et militaires de la région, et qui s'assurait toujours que nous étions en sécurité sur la route. Je lui ai confié ma vie, littéralement. Sans lui, je ne serai sans doute plus là pour écrire ces lignes.

Je suis aussi devenue relativement habile à me protéger : j'ai découvert que le gilet pare-balles, lourd et inconfortable, n'est pas vraiment conçu pour des femmes trop minces, surtout quand on l'enfile à l'envers, comme je l'ai fait la première fois ; et je me suis aperçue qu'il transforme l'individu qui le porte en cible potentielle. Depuis, je n'en mets plus jamais. Je préfère apprendre à bien connaître la région où je me trouve, à me constituer

un réseau d'amis et d'alliés qui m'éviteront de me retrouver au mauvais endroit au mauvais moment, et à établir des plans d'urgence au cas où je ne reviendrais pas d'une réunion ou d'une visite.

J'écoute aussi mon instinct. Je m'en vais sans traîner quand quelque chose me semble suspect. Comme ce sourire méfiant, cette élocution difficile et ce discours agressif d'un lieutenant congolais qui, lors d'une rencontre, n'annonçaient rien de bon. Ou cette obstination d'un chef rebelle à m'affirmer un soir qu'il « savait » que j'étais une espionne du gouvernement français. Et j'ai une réponse toute faite pour les fonctionnaires qui commencent à me draguer – « Mlle ou Mme Autesserre ? » – au lieu de répondre à mes questions : « C'est Professeur ! »

Néanmoins, parfois, les choses finissent quand même par tourner au vinaigre. Je l'ai échappé belle plusieurs fois au Congo. À Bukavu, où je me suis retrouvée au milieu de violents combats, entre explosions de bombes et rafales de fusils automatiques. Je serai éternellement reconnaissante à mes amis humanitaires et aux soldats de la paix des Nations unies de m'avoir aidée à m'en sortir indemne.

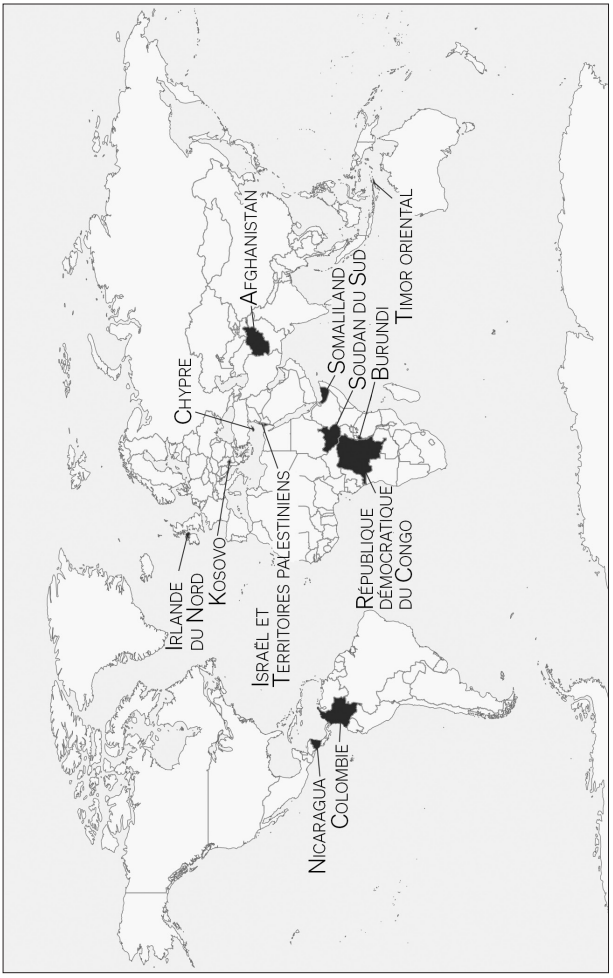
À Nyunzu, mon dos a lâché pour avoir passé trop de temps à l'arrière d'une moto sur des pistes criblées de nids de poule. J'ai été temporairement paralysée à partir de la taille au moment même où les rebelles rwandais se préparaient à attaquer la ville. Un ami est heureusement venu m'embarquer dans un petit avion humanitaire où, pour que mon corps

supporte le voyage, mes collègues m'ont injecté une sérieuse dose de morphine. Elle m'a fait un effet formidable : euphorique – pour ne pas dire planante –, j'ai été prise de fous rires jusqu'à l'atterrissage…

À Kalemie, ma voiture a blessé un motard, provoquant une émeute. Je sens encore, enroulés autour de mes épaules, les bras de Seti, notre logisticien local, et la chaleur de sa poitrine contre mon dos. Je l'entends encore me chuchoter à l'oreille : « Ne bouge pas. Ne parle pas. N'aie pas peur : je te protégerai. » À ce moment précis, j'étais calme et détachée. Mais pendant des années, j'en ai fait des cauchemars.

Ce qui m'effrayait le plus n'était pas la menace d'une lapidation, la crainte d'une balle perdue ou l'arme pointée sur moi lorsque je traversais les *check-points*. Je savais que tous ces risques n'étaient pour moi que temporaires : il me suffisait de prendre un avion pour retrouver la sécurité. Non, ce qui m'angoissait réellement était les dangers auxquels devaient faire face tous les jours les gens que j'abandonnais. Je me sentais coupable et presque physiquement malade chaque fois que je devais quitter un terrain sensible.

J'ai passé des années à travailler ou à mener des recherches dans douze zones de guerre et d'après-guerre différentes, y compris les principaux points chauds d'aujourd'hui. J'ai interviewé plus de 800 artisans de la paix, seigneurs de la guerre, victimes, survivants, politiques et citoyens ordinaires. J'ai utilisé toutes ces recherches pour écrire deux livres et deux douzaines



Carte des zones de conflit où s'est rendue l'autrice.
© Laura Olber pour les Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2023.

d'articles qui expliquent pourquoi les interventions internationales échouent si souvent à mettre fin à la violence. Mes publications ont remporté de nombreux prix, dont certains très prestigieux. J'ai été sollicitée dans le monde entier pour donner des conférences dans des universités, devant des groupes de réflexion et des organisations de construction de la paix. J'ai été invitée à participer à des émissions de télévision et de radio, et, partout où l'on me tendait un micro, j'ai pu porter mon message : changeons nos perceptions de la guerre et révisons nos approches de la paix.

Ainsi, pendant longtemps, j'ai cru que j'avais tout compris et pensé que j'étais entendue. Mais rien n'est si simple.

Au début des années 2000, alors que je faisais des recherches pour ma thèse de doctorat, j'interrogeais des diplomates, des personnels des Nations unies, des responsables d'organisations non gouvernementales et d'autres artisans de la paix actifs au Congo. Tous se montraient déconcertés par l'idée de soutenir la construction de la paix à partir de la base. Ils ne voyaient pas l'intérêt de travailler à dissiper des tensions qui peuvent ne toucher que quelques centaines d'individus alors qu'elles sont liées à des conflits plus larges. De même, ils ne saisissaient pas qu'il revenait aux personnes les plus touchées par la violence et non aux étrangers de déterminer ce qu'il fallait faire pour leur propre sécurité.

Lorsque j'ai commencé à présenter mes conclusions et mes recommandations pour la résolution des conflits

locaux, mes hôtes, mes collègues, les chroniqueurs de mes livres et des membres de mon public m'ont qualifiée de « provocatrice », « révolutionnaire » et « dangereuse ». Jean-Marie Guéhenno, l'ancien chef des opérations de maintien de la paix des Nations unies, a jugé mes critiques de son organisation particulièrement offensantes. La première fois qu'il m'a entendu parler, il m'a comparée au colonel Kadhafi, l'ex-président libyen. En public. J'ai piqué un fard. J'étais cramoisie, humiliée et furieuse. Et puis, quelques années et quelques discussions plus tard, je me suis de nouveau retrouvée avec Guéhenno sur un plateau. Cette fois, il défendait les idées que j'avais promues et qu'il avait si longtemps détestées : les soldats de la paix devraient partir de la base et travailler avec des organisations de terrain plutôt que de suivre la traditionnelle approche descendante et dirigée de l'extérieur, qui s'avère fondamentalement défectueuse.

Plus d'une centaine de diplomates, de fonctionnaires internationaux, de philanthropes et d'activistes – des travailleurs humanitaires débutants aux ambassadeurs de haut rang – m'ont demandé de réfléchir avec eux pour concevoir ou réviser leurs stratégies de « consolidation » de la paix ou leurs approches de la crise congolaise. Parfois, je les rencontrais de manière formelle, dans leurs bureaux ou dans les miens, d'autres fois avec plus de décontraction autour d'un déjeuner, d'un dîner ou d'un verre. J'ai fait le tour du monde pour les voir, en Australie, en Autriche, en Belgique, au Canada, en Colombie, au Congo, en France, au Kenya,

au Mexique, aux Pays-Bas, en Suède, au Timor oriental, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Ma carrière allait *crescendo*. Et lorsque j'ai été promue professeure des universités à Barnard, la faculté de femmes de l'université de Columbia, à peine dix ans après l'obtention de mon doctorat, j'ai eu l'impression d'avoir atteint le sommet.

Et puis j'ai réalisé que je commettais une énorme erreur. Je m'étais focalisée sur les échecs, les problèmes et les défis à relever. Mais *quid* de ce qui fonctionne réellement pour construire la paix ?

Mes amis et ma famille considèrent beaucoup des endroits sur lesquels je fais des recherches – le Soudan du Sud ou Israël et les Territoires palestiniens par exemple – comme des causes perdues. Là-bas, pensent-ils, la paix est impossible à bâtir. Bon nombre des hommes politiques que j'ai rencontrés, des travailleurs humanitaires que j'ai formés et des habitants des zones de conflit que j'ai interrogés s'en inquiètent aussi. Ils constatent que quelque chose ne va vraiment pas dans la façon dont nous essayons habituellement de construire la paix après les guerres, mais ils ne savent pas *comment* y remédier. Je déteste voir tant de gens brillants et engagés – mes amis, mes étudiants, mes pairs – convaincus de ne pouvoir rien faire pour changer l'état du monde dans lequel ils vivent.

Pourtant, lorsque je parle des cas de réussite concrètes que j'ai observés, leur enthousiasme renaît. Ils trouvent inspirante l'expérience de Leymah Gbowee, une mère célibataire déshéritée vivant chez ses parents

qui a créé un mouvement suffisamment puissant pour aider à mettre fin à la guerre du Liberia, son pays natal. Ils demandent sans cesse plus de détails sur l'île d'Idjwi au Congo et sur cette région du Somaliland en Afrique de l'Est où les habitants ont établi des sociétés étonnamment pacifiques au milieu de conflits sanglants. Ils se sentent motivés par le travail du Life & Peace Institute, qui a développé une approche révolutionnaire de la construction de la paix à partir de la base.

Ces exemples leur donnent de l'espoir. Et à celles et ceux qui travaillent ou envisagent de s'engager dans l'aide internationale, ils offrent enfin ce qui leur manque cruellement : la perspective d'un succès. D'anciens élèves et lecteurs mettent déjà mes idées en pratique, dans toutes sortes d'organisations et de ministères, partout dans le monde. Néanmoins, ils ont besoin de plus de soutien, comme nous avons besoin de plus d'individus comme eux, pas seulement à l'étranger mais aussi dans nos propres communautés. C'est pourquoi j'ai décidé d'écrire ce livre.

Il relate ce que j'ai appris ces vingt dernières années sur la meilleure façon de mettre fin à la violence. C'est l'histoire d'individus et de communautés qui ont trouvé les moyens efficaces de combattre les guerres. C'est l'histoire de gens ordinaires qui ont réussi l'extraordinaire. C'est l'histoire de bâtisseurs de paix.

« Maintenant mon fils veut tenir un crayon plutôt qu'un fusil »

Laissez-moi vous raconter *la* rencontre. Celle, décisive, qui m'a donné l'énergie de continuer à faire des recherches pour ce livre à un moment où j'avais perdu tout espoir et me sentais écrasée par l'impression que ce projet n'allait nulle part.

En juin 2017, j'essayais encore et toujours de trouver des cas de réussite de la construction internationale de la paix au Congo. En vain : toutes les personnes que je rencontrais ne cessaient de parler de violence continue et d'échec des interventions. Était-ce si surprenant ? Pas vraiment. J'avais déjà réalisé plus de 350 entretiens dans ce pays. Je savais pertinemment que le Congo était devenu le théâtre du conflit le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre mondiale. J'avais beaucoup écrit sur le fait que, malgré le déploiement de la plus grande opération de paix des Nations unies au monde – et l'une des plus coûteuses –, les guerres congolaises avaient déstabilisé la majeure partie de l'Afrique centrale et déclenché l'une des pires crises humanitaires de ces vingt dernières années. C'était précisément la raison pour laquelle je continuais à chercher. Si je pouvais trouver une histoire positive dans ces circonstances hautement improbables, cela signifierait qu'il existe effectivement des graines d'espoir cachées dans la boue de la guerre, des graines que nous pourrions peut-être apprendre à faire germer partout sur la planète.

J'en étais là quand trois de mes amis artisans de la paix ont insisté pour que je rencontre une indo-américaine nommée Vijaya Priyadarshini Thakur. À les entendre, son travail changeait la donne. J'ai donc pris le thé avec elle un après-midi, dans un magnifique jardin surplombant les eaux turquoise du lac Kivu, cerné d'arbres luxuriants et de fleurs colorées et bercé par le chant des oiseaux. C'est dans ce décor splendide qui effaçait la ville poussiéreuse et bruyante alentour que Vijaya m'a raconté l'histoire de Justine* et de son fils Luca*. Une histoire qui a bouleversé sa vie et qu'elle ne partageait qu'avec les larmes aux yeux.

Comme des dizaines de milliers d'enfants survivant dans des zones de conflit, Luca a été enlevé et forcé de travailler pour un groupe armé. Il n'avait que cinq ans lorsqu'une milice l'a kidnappé, et il était si petit qu'il ne pouvait même pas tenir un fusil. Ses commandants le plaçaient donc devant, pour servir de bouclier humain.

Luca a survécu et, en 2007, après trois ans chez ces rebelles, a été libéré et renvoyé chez lui – environ 182 000 enfants dans le monde ont été ainsi libérés entre 1993 et 2021, dont plus de 68 000 au Congo. Mais il a eu du mal à se réinsérer. Il détestait l'école. Il avait manqué tant d'années qu'on l'avait mis dans une classe d'enfants beaucoup plus jeunes que lui, ce qui le démoralisait. En outre, sa mère n'ayant pas beaucoup d'argent, il avait souvent faim. Et, par-dessus tout, il croyait toujours ce que ses commandants lui avaient inculqué : seule la violence lui permettrait de survivre.

Les années suivantes, Luca a donc multiplié les fugues pour rejoindre son ancienne milice. Il pensait ne pouvoir être entendu que lorsque sa voix était soutenue par la puissance d'une arme. Alors, et seulement alors, il se sentait en sécurité. Il avait huit ans. C'était la seule vie qu'il connaissait.

Pendant ce temps, aux États-Unis, sur les bancs de l'université Bryn Mawr de Pennsylvanie, Vijaya rédigeait son mémoire de licence sur la guerre et la paix dans la région des Grands Lacs africains. Parallèlement, elle s'engageait au sein de diverses organisations militant pour la prévention des génocides. Cependant, au bout de quelques années, elle s'est sentie gagnée par le doute et la déception. Elle réalisait que ces organisations n'utilisaient qu'une approche traditionnelle de la construction de la paix, axée sur l'élite et appuyée sur les compétences d'experts extérieurs. Leurs succès diplomatiques n'étaient que des succès de façade et leurs actions finissaient même par nuire aux populations qu'elles voulaient aider.

Plus précisément, à cette époque, la plupart des gens militant pour la paix au Congo, dont Vijaya faisait partie, considéraient l'exploitation illégale des ressources naturelles par des groupes armés comme la principale raison de la violence dans le pays (alors qu'il en existe une multitude dont je parlerai plus loin dans ce livre). Ils ont donc consacré leur temps et leur énergie à plaider pour de nouvelles lois sur le commerce des minéraux en zones de conflit. Leurs efforts se sont malheureusement

retournés contre eux. En effet, la législation qui en a résulté n'a en aucune façon détruit la base de pouvoir réelle des groupes armés, bien au contraire. En l'absence de toute réforme politique, sociale et économique plus large, les chefs militaires locaux ont réussi à maintenir leur position dans les zones rurales. Dans certains cas, ils ont même étendu leurs opérations minières. Ils ont aussi gagné des forces : de nombreux jeunes sont venus rejoindre leurs milices, faute de pouvoir trouver d'autres emplois dans une région dévastée.

Vijaya se souvient de cet échec et de cette période comme d'un moment sombre de sa vie. Elle était déchirée. D'un côté, sa carrière décollait : elle gagnait auprès des militants et de l'administration américaine une réputation d'incontournable *pasionaria* du Droit. De l'autre, la réalité l'effrayait. Elle luttait contre elle-même pour ne pas reconnaître à quel point elle et ses collègues se fourvoyaient dans l'orthodoxie de Paix & Cie. Mais comment y échapper ? Et comment accepter l'idée d'avoir sacrifié autant de temps et d'énergie à des actions aussi néfastes ? Las, les preuves s'accumulaient : la vie des Congolais empirait alors que la sienne s'améliorait.

Il fallait réagir.

En 2007, Vijaya a obtenu une petite bourse de recherche. Elle l'a utilisée pour se rendre au Congo avec une idée : demander aux gens ordinaires ce qui, *selon eux*, mènerait à la paix. Il lui a fallu réfléchir pendant un an à leurs réponses avant de lancer la sienne : monter

un projet pilote dans la province orientale du Sud-Kivu, dans ce village même où vivaient Justine et Luca.

Une fois sur place, elle s'est associée à des militants locaux pour organiser de longues réunions et des ateliers avec les habitants. L'objectif ? Élaborer leur propre analyse du conflit auquel ils étaient confrontés, trouver un consensus sur les causes de la violence et décider des meilleures réponses à apporter. Après plus d'un an de discussions, ces villageois conçurent un plan pour construire la paix et la prospérité de leur propre communauté.

La première étape de ce plan consistait pour Vijaya et son équipe à collecter des fonds – moins de 5 000 dollars, dont une moitié provenait de ses propres économies et l'autre d'un philanthrope américain – et à accorder des microcrédits. Justine, par exemple, reçut quarante dollars pour lancer un atelier de fabrication de briques. Ses voisines en eurent autant pour faire des beignets, vendre des bananes, brasser de la bière, raffiner de la farine de manioc ou élever des chèvres. Ces petites entreprises décollèrent et réalisèrent bientôt assez de bénéfices pour rembourser leurs prêts.

Pour autant, ces remboursements ne sont pas revenus à Vijaya et au prêteur. Ils ont été versés dans un pot commun que les villageois ont utilisé pour investir dans leurs communautés et assurer la viabilité de leurs projets. Les habitants ont installé des robinets pour l'eau potable et reconstruit le toit de l'école locale. Ils ont organisé des formations pour que les enseignants apprennent à

Photographie 2 : Dans le village de Jomba (Congo), Immaculée T., couturière, confectionne un vêtement pour bébé. Vijaya Thakur et son organisation de construction de la paix, le Resolve Network, ont donné un microcrédit et une formation de trois mois à Immaculée. Grâce à ces ressources, elle a lancé une entreprise florissante, accru son influence dans sa communauté et contribué à réduire la violence autour d'elle.
© Daniella Zalcman, 2016.

réduire les tensions ethniques au lieu de les alimenter. Ils ont convaincu le chef local d'allouer une parcelle de terre aux personnes déplacées réfugiées dans leur village pour qu'elles puissent y trouver leur subsistance plutôt que recourir à la violence. Enfin, ils ont fait pression sur les autorités provinciales et les unités voisines de la police et de l'armée afin d'obtenir de meilleurs services

et une protection fiable. Ces gens appartenant à des groupes ethniques qui s'étaient jusqu'alors combattus ont tous travaillé ensemble…

Ces efforts, m'a confié Vijaya, ont conduit à des « changements subtils mais immenses » dans la vie d'enfants comme Luca. Depuis, il mange trois fois par jour, marche avec des chaussures sans trous et admire des aînés qui n'utilisent pas la violence pour survivre ou s'imposer. Ses amis partagent de grands rêves d'avenir, comme celui d'étudier l'informatique à l'université de Goma. Dans son environnement, tous les villageois ont vu leur santé physique s'améliorer : ils ne montrent plus de signes évidents de malnutrition ni de pneumonie due à des toits qui fuient. Leur santé psychologique en a aussi bénéficié : ils peuvent acheter du savon et rester propres, de sorte qu'ils ne sont plus gênés de participer aux événements communautaires. Même leur façon de marcher a changé. Désormais, ils se tiennent droit, épaules redressées et tête haute.

Pendant toute la durée du projet, les militants ont organisé des sessions de dialogue régulières afin de recueillir les réactions des participants et de résoudre les problèmes qui se posaient. Vijaya s'est souvenue d'une conversation qu'elle avait eue avec Justine un an après le lancement de son atelier de briques :

> Justine n'arrêtait pas d'utiliser le mot « succès ». C'était la première fois que j'entendais l'un de nos bénéficiaires parler ainsi. Je lui ai demandé à quoi elle reconnaissait ce

> succès. Elle m'a répondu : « C'est Luca. À treize ans, pour la première fois de sa vie, il s'est mis à parler au futur. »
> Je ne comprenais pas ce qu'elle voulait dire. Je ne savais pas alors que les enfants soldats ont le taux de récidive le plus élevé au monde, tous crimes confondus. Et puis Justine a prononcé une phrase qui m'a touché au cœur : « Mon fils veut maintenant tenir un crayon plutôt qu'un fusil. »

Luca avait cessé d'essayer de fuguer constamment. Il tenait enfin une alternative viable à la violence. Il commençait à faire des projets, des projets pacifiques, au sein de sa communauté.

Vijaya savait qu'elle était sur la bonne voie et que son approche pouvait être adaptée à d'autres endroits. Mais il y avait un hic. Si toutes les agences d'aide auxquelles elle présentait son idée l'appréciaient, aucune ne voulait consacrer du temps, des efforts et des ressources à quelque chose d'aussi peu conventionnel. De leur point de vue, c'était trop participatif, trop complexe, trop long, trop local, trop risqué. Et certainement trop différent.

Il y a en effet un fossé entre la façon dont la plupart des organisations de construction de la paix travaillent – l'approche Paix & Cie – et celle de Vijaya. D'emblée, cette jeune femme a décidé de résoudre les conflits à partir de la base au lieu de se concentrer sur les élites des capitales. Plus important encore, elle n'a pas cherché à imposer ses convictions. Afin d'éviter de faire plus de mal que de bien, elle a constamment remis en question toutes les idées que la plupart des travailleurs

Photographie 3 : Benjamin C. (à gauche), agriculteur dans le village de Binza (Congo), discute avec Vijaya Thakur (à droite) de la manière de réduire la violence dans sa communauté. Tous deux incarnent le genre d'artisans de la paix modèles dont nous devrions nous inspirer : des acteurs de proximité qui changent le monde.
© Daniella Zalcman, 2016.

humanitaires considèrent comme acquises – sur la paix, sa construction, la guerre, la violence, le Congo et le reste. Enfin, et contrairement à tant d'autres avant elle, elle a su se montrer humble, respectueuse et attentive à laisser les commandes aux citoyens ordinaires.

Vijaya a vite compris qu'elle ne pourrait employer cette stratégie sous l'égide d'une agence existante. Mais elle n'avait que vingt-deux ans et l'idée de créer sa propre organisation la terrifiait. Les doutes et les hésitations

l'ont longtemps assaillie, jusqu'à cette conversation avec Justine. Jusqu'à ce que cette mère lui dise avec fierté que son fils préférait dorénavant le crayon au fusil.

Peu de temps après, Vijaya a quitté son emploi à Washington et dit adieu à sa vie et à ses perspectives de carrière toutes tracées. Un an plus tard, le Resolve Network était né : une organisation à but non lucratif dont la mission est de construire la paix en utilisant les principes qui ont si bien fonctionné dans le village de Justine et Luca.

Depuis son premier projet pilote en 2009, Resolve a travaillé avec près de 8 300 personnes, dont plus de la moitié étaient d'anciens guérilleros comme Luca, et les autres susceptibles de le devenir. Même si des milices se sont formées ou reconstituées au Congo au cours de la dernière décennie, même si la pression pour la remobilisation a été énorme, pas un participant aux programmes de Resolve ne s'est engagé et un seul a repris les armes.

Ce livre propose des moyens de s'inspirer de personnes comme Vijaya et Justine pour soutenir des individus comme Luca. Vous y découvrirez un type de « paix » et de « réussite » qualitativement différent de celui que les politiciens essaient habituellement de nous vendre. Il n'a rien à voir avec l'amour et l'harmonie entre dirigeants du monde et élites nationales ; il ne ressemble pas à l'idée du succès que se font habituellement ceux qui sont étrangers aux conflits. Il s'agit de quelque chose de plus réaliste, de plus pragmatique et de beaucoup plus

réalisable. Quelque chose qui existe déjà, et que vous pouvez voir si vous savez où regarder.

Cette paix et cette réussite sont d'abord celles que les habitants des zones de conflit et les praticiens de la paix sur le terrain considèrent comme telles, sur la base de ce qu'ils ressentent et vivent. Elles prennent de multiples formes et empruntent des voies variées et parfois inattendues, y compris les croyances en la magie et d'autres pratiques rituelles que de nombreux observateurs étrangers qualifieraient d'arriérées ou de bizarres.

Cette paix et cette réussite sont également localisées, *ad hoc*, et parfois même temporaires. Elles ne sont pas parfaites et ne font pas l'objet d'éloges unanimes partout dans le monde, mais elles sont extrêmement importantes. Ce sont des points de départ, valables là-bas comme ici, qui nous permettent d'aborder autrement les problèmes plus larges qui alimentent la violence : le commerce mondial des armes, l'agression militaire, les pratiques néocoloniales paternalistes, le changement climatique ou la discrimination sexuelle. Ces nouvelles définitions de la paix et du succès nous engagent à prendre quotidiennement notre propre destin en main plutôt que le confier aux élites. Elles sont les graines d'une révolution potentielle dans la marche du monde. Les germes d'une révolution pacifique.

Des succès inspirants

Afghanistan, Colombie, Congo, Irak, Birmanie, Somalie… Les noms de ces pays évoquent un même scénario maintes et maintes fois répété. Violences, intervention des Nations unies, promesses d'aides de pays donateurs, réclamation d'un cessez-le-feu par les belligérants, signature d'accords, organisation d'élections, et publication de gros titres sur la paix enfin retrouvée. Puis, une semaine ou deux plus tard, redémarrage de la violence. Souvent, elle n'a jamais vraiment pris fin. Et dans de nombreux cas, elle se poursuit pendant des années.

Depuis 2015, les conflits ont engendré la pire crise de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale et la situation s'aggrave chaque année. Ils coûtent plus de 10 000 milliards de dollars par an, soit 13 % du PIB mondial, ou quatre dollars par jour à chacun d'entre nous. Ils ravagent la vie de deux milliards de personnes dans plus de cinquante zones du globe.

Même les sociétés apparemment stables de l'Occident n'échappent pas aux secousses. Elles sont de plus en plus polarisées, confrontées à des actes de terrorisme intérieur, à une violence sociale croissante, à une virulence accrue des discours nationalistes et à une multiplication des crimes haineux, notamment en Europe et en Amérique du Nord.

La pandémie du Covid-19 a encore aggravé la situation dans la plupart des pays. Elle a exacerbé la pauvreté et

les inégalités, les discriminations et la répression, tandis que la crise qui l'accompagne a approfondi bien des fossés entre les groupes politiques, sociaux et ethniques. Autant de causes de la violence.

Heureusement, dans le monde entier, d'innombrables personnes consacrent leur vie à la résolution des conflits. Car faire la paix est une idée aussi vieille que celle de faire la guerre : chaque fois que des individus ont eu recours à la violence, d'autres ont tenté de les arrêter.

Aujourd'hui, la construction de la paix est devenue la prérogative d'une industrie mondiale née après 1945, développée au cours de la seconde moitié du XXe siècle et omniprésente depuis la fin de la guerre froide. À titre d'exemple, les Nations unies mobilisent actuellement environ 87 000 soldats dans le monde entier, soit la deuxième force déployée à l'étranger après l'armée américaine. Cette industrie de la paix ne compte pas que des militaires ; on y trouve aussi des diplomates et des travailleurs humanitaires de toutes les nationalités, des grandes institutions comme la Banque mondiale et l'Union africaine, des centaines de milliers d'organisations non gouvernementales, d'associations de toutes tailles et d'instituts de recherche, ainsi que des donateurs qui y versent chaque année environ vingt-neuf milliards de dollars. Paix & Cie est donc une très riche et très puissante entreprise multinationale.

Pourtant, elle offre un bilan contestable. D'un côté, ses efforts ont mis fin à la violence de masse au Cambodge, au Liberia, en Namibie, en Sierra Leone et

au Timor oriental ; mais de l'autre, elle n'a pu enrayer la moitié des guerres en cours, qui durent déjà depuis plus de deux décennies. Les morts au combat ont augmenté de 311 % au cours des quinze dernières années. Le monde consacre cent douze fois plus d'argent aux efforts militaires qu'à la résolution des conflits. Et la pandémie de Covid a rendu l'aide internationale encore plus délicate, en raison des restrictions de voyages, du rapatriement des personnels étrangers et de la diminution du financement des donateurs qui doivent maintenant affronter leurs propres dérèglements économiques. Une chose est claire : Paix & Cie n'arrive pas à construire une paix durable. Ses modèles et ses techniques ne fonctionnent tout simplement pas.

L'opinion publique en a déjà beaucoup critiqué les échecs – l'impossibilité d'arrêter les génocides en Bosnie et au Rwanda, les massacres en Syrie et en Birmanie, les horreurs en Afghanistan et en Colombie, les effusions de sang en Israël et dans les Territoires palestiniens – mais à quoi bon s'y appesantir ? N'est-il pas temps de regarder aussi ce qui peut réussir ?

S'appuyer sur ce qui fonctionne devrait être tout aussi évident et important qu'analyser les fiascos. Pourtant, jusqu'à récemment, cette démarche n'a pas fait l'objet d'une grande attention. Pour reprendre les mots de mon ami Loochi Muzaliwa, un bâtisseur de paix du Congo, nous sommes « comme l'homme qui regarde un tableau blanc avec un petit point noir. Il ne voit que ce point noir et oublie tout le blanc ». Lorsque l'on s'arrête pour

y réfléchir, la question la plus déroutante n'est pas de savoir pourquoi nos efforts de résolution des conflits tombent à plat mais bien de comprendre pourquoi ils triomphent parfois.

Il ne s'agit pas là d'opposer simplement les raisons du succès à celles de l'échec, et des méthodes *a priori* vertueuses à des pratiques *a priori* malencontreuses. Nous savons par exemple que le manque de financements conduit souvent à des initiatives de paix bâclées. Pour autant, l'argent ne règle pas tout : il peut aussi aggraver la situation d'un endroit où sévit la violence. De même, les sacro-saintes élections ne mettent pas forcément fin à la guerre et la démocratie institutionnelle n'offre pas toujours le ticket de la réussite, du moins à court terme.

Contrairement à ce que prêchent la plupart des hommes et femmes politiques, construire la paix ne nécessite pas des milliards d'aide ou des interventions internationales massives. Une paix réelle et durable exige de donner le pouvoir aux citoyens ordinaires. Elle passe par des initiatives de base, locales, parfois soutenues par des étrangers, et souvent vivifiées par des méthodes que snobe l'élite internationale. Ces dernières années en ont vu fleurir de nombreux exemples, comme nous le verrons dans ce livre.

Alors, plutôt que de me concentrer sur les poignées de main entre présidents, les accords de paix abstraits et les négociations entre chefs de gouvernements et leaders rebelles, je tiens dans ces pages la chronique des actions concrètes et quotidiennes qui font la différence

sur le terrain. Certaines de ces actions sont bizarres, d'autres évidentes. Elles font parfois appel à des traditions éprouvées ou relèvent simplement du bon sens. Elles sont multiples, singulières et différentes, mais elles ont deux points communs : elles fonctionnent et nous inspirent. Elles nous font la promesse d'une nouvelle paix possible dans les communautés du monde entier. D'Idjwi, Congo, à Chicago, États-Unis, elles peuvent enfin améliorer la vie de milliards de personnes.

Tout au long de ce livre, vous rencontrerez des individus qui vous feront frémir, d'autres qui vous rendront furieux, mais beaucoup, beaucoup d'autres qui vous inciteront à changer votre regard sur la paix et les moyens d'y parvenir. Écoutons-les.

Sources

Avant-propos. Guerre, espoir et paix

Les livres de Virginia Page Fortna – *Does Peacekeeping Work? Shaping Belligerents' Choices after Civil War* (Princeton University Press, 2008, p. 2-4) – et de Lise Morjé Howard – *UN Peacekeeping in Civil Wars* (Cambridge University Press, 2008, p. 2-3 et 284) – ont été les premiers à montrer que la recherche sur la construction de la paix se concentre essentiellement sur les problèmes, les défis et les échecs. Pour une recension de cette littérature, voir mon article « Going Micro: Emerging and Future Peacekeeping Research », *International Peacekeeping*, vol. 21, n° 4, 2014. Pour la validation académique du projet de ce livre, voir mon article « International Peacebuilding and Local Success: Assumptions and Effectiveness », *International Studies Review*, vol. 19, n° 1, 2017.

Les statistiques sur les enfants soldats proviennent de la page internet « Lessons Learned and Best Practices » du Bureau de la Représentante spéciale du

Secrétaire général des Nations unies pour le sort des enfants en temps de conflits armés (https://childrenandarmedconflict.un.org/lessons-learned-and-best-practices), du document *"Our Strength Is in Our Youth": Child Recruitment and Use by Armed Groups in the Democratic Republic of the Congo* (2019, p. 13) de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, de l'article de James Tasamba « 17,500 Children Freed from Armed Groups since 2017 in DR Congo: UN » (*Anadolu Agency*, 2022) et des rapports annuels du Secrétaire général des Nations unies, *Les enfants et les conflits armés* (2019, 2020, 2021 et 2022).

Les statistiques sur le budget mondial alloué à la construction de la paix et ceux concernant le coût et l'impact des guerres au niveau mondial, ont été calculées à partir des chiffres compilés par le Uppsala Conflict Data Program, ainsi que ceux publiés par l'Institute for Economics and Peace dans les rapports *Global Peace Index* (2017 p. 60, 2018 p. 47-48, 2019 p. 58-59, 2020 p. 42-44, 2021 p. 39-41, et 2022 p. 5) et par l'Overseas Development Institute dans le rapport *SDG Progress: Fragility, Crisis, and Leaving No One Behind* (2018, p. 69-70). Sur la durée des guerres d'aujourd'hui, voir le rapport de Christine Cheng, Jonathan Goodhand et Patrick Meehan *Elite Bargains and Political Deals Project* (Gouvernement du Royaume-Uni, 2018, p. 7). Sur le nombre de Casques bleus déployés dans le monde, voir le site internet des Nations unies (https://peacekeeping.un.org/en/data).

«Construire» la paix : l'expression fait rêver mais évoque un scénario trop bien connu dans lequel les solutions que prêchent la plupart des politiques – l'intervention des Casques bleus ou le versement de millions de dollars – ne parviennent à résoudre les conflits. Pourtant, des stratégies ont permis de construire une paix durable dans les zones de conflit, en particulier pour les citoyens ordinaires. Quelles sont-elles ? Et pourquoi d'autres citoyens ordinaires, à des milliers de kilomètres de là, devraient-ils eux aussi s'en inspirer ?

Séverine Autesserre examine l'industrie de la paix – organisations non gouvernementales, ambassades… – et montre, en s'appuyant sur des cas du monde entier, que la paix peut se développer dans les circonstances les plus improbables, à une simple condition : une paix durable exige de donner le pouvoir aux citoyens locaux. Parfois soutenues par des étrangers, leurs initiatives novatrices montrent qu'un changement d'approche radical est à opérer si nous voulons construire une paix durable autour de nous, en France, au Congo ou ailleurs.

Séverine Autesserre est une chercheuse primée, activiste, professeure et directrice du département de sciences politiques de la faculté Barnard de l'université Columbia (États-Unis). Ses écrits ont contribué à façonner les stratégies d'intervention de plusieurs départements des Nations unies, de ministères des Affaires étrangères et d'organisations non gouvernementales ainsi que de nombreux philanthropes et militants.

9 782735 129225

14 €

ISSN - 2269-7144

ISBN - 978-2-7351-2922-5

collection interventions